

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET
DE RÉINTÉGRATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION
N°020/MO/DC/CIPM/2025 DU 20/08/2025
ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE SECURITE
POUR LE PERSONNEL AU CNDDR
Financement : BIP- CNDDR 2025

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans la politique de sécuriser le personnel, le Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offre National Ouvert pour l'acquisition des équipements de sécurité pour le personnel au CNDDR.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment l'acquisition des équipements de sécurité

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à toute entreprise de droit Camerounais ayant une expérience avérée dans les prestations similaires peu importe la nature.

4. Financement

Les prestations objet de la présente demande de cotation sont financées par le budget d'investissement du CNDDR de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n°59-48-180-01-220021-525211.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *hors ligne*.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier physique peut être consulté dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables au Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR dès publication de la présente demande de cotation dans un journal public, sur le site de l'ARMP ou par affichage.

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu au Département des Affaires Administratives et

Financières du CNDDR sis au quartier Golf à Yaoundé, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de soixante mille (60 000) francs CFA Payable au Compte d'Affectation Spécial (CAS) ARMP N° 335 988 ouvert auprès de la BICEC du Cameroun.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du présent marché est de quarante-trois millions (43 000 000) francs CFA TTC.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et le montant s'élève à Deux cent quinze mille (215.000) Francs CFA valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Remise des Cotations

Chaque offre est rédigée en anglais ou en français, et produite en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, devra parvenir au Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR, au plus tard le 19/09/2025 à 10 heures précises et devra porter la mention.

**AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION
N°020/MO/DC/CIPM/2025 DU 20/08/2025
ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DE SECURITE
POUR LE PERSONNEL AU CNDDR**

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 19/09/2025 à 11 heures précises par la Commission interne de Passation des Marchés du CNDDR, sis au siège à Yaoundé, Quartier Golf.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire

représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqués dans le RPAO, entraînera le rejet de l'Offre.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la Demande de Cotation ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la Demande de Cotation, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de(s)/du :

- a. la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. l'absence du cautionnement de soumission ;
- c. fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. non-respect de 04 critères essentiels sur 07 ;
- e. L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f. la non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture (à lister) ;
- g. l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- h. la non-conformité du modèle de soumission ;
- i. l'absence du dépôt du récépissé de la Caisse de Dépôt Et de Consignation (CDEC).

Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- le délai d'exécution.

14. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de **quatre-vingt-dix (90) jours**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un **seul lot**.

Lot n°01 : l'acquisition des équipements de sécurité pour le personnel au CNDDR.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères

de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Duré de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignement complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Département des Affaires Administratives et Financières du CNDDR, sis au siège dudit Comité à Yaoundé, Quartier Golf, BP : Yaoundé, Téléphone : 222 20 45 59.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

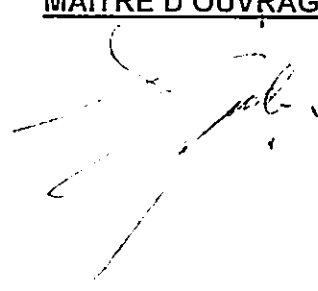
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, 11 07 2006

Le Coordonnateur National du CNDDR,
MAITRE D'OUVRAGE

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné, le cas échéant ;
- Président CPM concerné ;
- Affichage chrono.



4

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

SERVICE DU PREMIER MINISTRE

COMITÉ NATIONAL DE DESARMEMENT,
DE DÉMOBILISATION ET
DE RÉINTÉGRATION

NDDRC



CNDDR

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

NATIONAL DISARMAMENT,
DEMOBILIZATION AND
REINTEGRATION COMMITTEE

REQUEST FOR QUOTATION NOTICE
N°020/RQ/PO/TB/2025 OF 20/08/2025
FOR THE ACQUISITION OF SAFETY EQUIPMENT FOR STAFF AT NDDRC
Financing : BIP- CNDDR 2025

1. Subject of the request for quotation

In the policy of securing personnel, the Project Owner launches a consultation for the acquisition of safety equipment for staff at NDDRC.

2. Nature of services.

The services includes the supply of safety equipment's.

3. Participation and Origin

Participation in this Request for Quotation is open to any company under Cameroonian law with proven experience regardless of the nature and meeting the qualification criteria indicated in this Request for Quotation File.

4. Financing

The services subject to this request for quotation are financed by the CNDDR's investment budget for the 2025 financial year on budget allocation line n°59-48-180-01-220021-525211.

5. Submission method

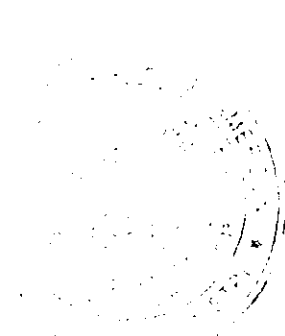
This call for tenders includes a **single lot**. The submission method retained for this Request for Quotation is indicated is *offline*.

6. Consultation of the Request for Quotation File

The physical file can be consulted in the MO services during working hours at the NDDRC Department of administrative and financial affairs as soon as this request for quotation is published.

7. Acquisition of the Request for Quotation File

The tender documents can be obtained from the NDDRC Department of administrative and financial affairs located in the Golf district in Yaounde, as soon as this notice is published, against payment of a non-refundable sum of the DAO purchase costs of sixty thousand (60,000) CFA



frances Payable to the Special Purpose Account (C'AS) ARMP N° 335 988 opened with the BICTEC of Cameroon.

8. Estimated cost

The estimated cost of this contract is **Forty-three million (43,000,000) CFA francs** including VAT.

9. Bid bond

Each bidder must attach to its administrative documents a tender bond, paid by hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which amounts to **Two hundred and fifteen thousand (215,000) FCFA** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer. A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing. The bid deposit presented by a bidder during the bidding session is inadmissible.

10. Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

Each tender is written in French or English and produced in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies, must reach the Procurement Department, no later than 19/09/2025 at 10 a.m. sharp and must bear the mention.

**REQUEST FOR QUOTATION NOTICE
N°020/RQ/PO/TB/2025 OF 20/08/2025
FOR THE ACQUISITION OF SAFETY EQUIPMENT FOR STAFF AT NDDRC**

11. Opening of bids

The opening of the envelopes is done in one step. (8) In any case, the opening of administrative documents and technical and financial bids will take place on 19/09/2025 at 11 a.m. by the CNDDR's Internal Procurement Commission, located at the headquarters in Yaounde, Golf District. Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice, even in the case of a consortium of undertakings. Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be valid on the original deadline for the submission of bids or have been established after the

date of signature of the tender notice. In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

The launching of the bid-opening session must be done not later than one hour after the time-limit for the submission of quotations specified in the Request for Quotation File.

12. Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the request for Quotation File (RQF) or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13. Evaluation criteria

Evaluation criteria are of two types:

13.1 Eliminary criteria

They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's quotation.

The eliminary criteria include:

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. Absence of bid bond ;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Failure to comply with 4 essential criteria out of 7;
- e. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;

- f. Failure to comply with the major technical specifications of the supply (to be listed);
- g. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE);
- h. Non-compliance with the submission model;
- i. Absence of the receipt of the Deposit and Consignment Fund (CDEC).

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

- Presentation of bid ;
- Bidder's References ;
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshops, technical personnel) if applicable;
- Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);
- Execution time frame

14. Estimated Execution period

The maximum time frame provided for by Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of the services subject of this Request for Quotation is **ninety (90) days**. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

15. Tranches/Allotment

The works are subdivided into one (01) lot defined as

- *Lot No.01: the acquisition of safety equipment for staff at NDDRC.*

16. Awards

The Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

17. Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during **90 days** from the deadline set for the submission of Quotations.

18. Additional information

Additional information can be obtained during the hours of the NDDRC Department of administrative and financial affairs, located at the headquarters of the said Committee in Yaounde, Golf District, BP: Yaounde, Telephone: 222 20 45 59.

19. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices.

please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, _____

The National Coordinator of the NDDRC,

Contracting Authority

Copies :

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP;
- Project Owner or Delegated Project Owner concerned, as appropriate;
- Chairperson of TB concerned;
- Notice board/file.

